

## [Désaveu pour l'AMPPF : Le tribunal de Ségou met Balazans France dans ses droits](#)

Wednesday, 22 June 2011 09:44

***Ceci est véritablement une entrave aux initiatives de nos compatriotes de la diaspora. Mais la machine judiciaire de Ségou, en rendant le droit, a tenu à faire comprendre qu'on ne peut impunément abuser de ceux qui, pour l'amour de la patrie, et par des actes dignes d'intérêt public, n'ont jamais coupé le cordon ombilical qui leur lie à la localité de naissance.***

C'est le cas de Balazans France, un regroupement de jeunes ségoviens résidant en France qui se sont fait remarquer depuis des ans par des apports en tout genre pour Ségou (formation en éducation, contribution aux problèmes écologiques, dotation en équipements sportifs et en moyens de communication et nouvelles technologie etc..). Le Centre Multimédia sis au Bloc Scientifique de Ségou qui a fait l'objet d'un contentieux entre eux et l'Association Malienne pour la Promotion et le Protection de la Famille (AMPPF) est un des nombreux exemples qui pouvait freiner la contribution de nos compatriotes à l'effort de développement économique et social de notre pays. Si on n'y prenait donc pas garde, un pan de cet effort de solidarité subira des plombs dans les ailes. Financé par les Pays-Bas voici plus deux ans, ce Centre Multimédia à Ségou, devait alors être une tête de pont pour contribuer à la réduction de la fracture numérique dans la cité des Balazans. Mais, depuis son inauguration au cours de l'édition 2009 du Festival sur le Niger, il a senti une odeur d'arnaque et de trahison entre les partenaires de cette initiative réalisée au niveau du Bloc Scientifique de Ségou, dans une salle attribuée à Balazans France comme l'atteste un courrier que nous avons pu nous procurer du Directeur du Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de Ségou.

Pour rappel des faits basés sur nos enquêtes, c'est dans l'Hexagone que tout s'était décidé. L'Association Balazans France a souhaité diversifier ses activités de soutien à Ségou. L'idée d'un Centre MultiMedia et Jeunesse y est mûri. Il aura l'avantage de voir des jeunes se retrouver tous les jours pour développer des connaissances en informatique et profiter de la toile mondiale pour favoriser leur développement personnel. Au fur et à mesure que le projet prend corps, il se trouva des partenaires qui l'approuvent. Parmi eux, l'Association Malienne pour la Promotion et le Protection de la Famille (AMPPF). Ses missions premières vont de pair avec les jeunes, et l'outil informatique serait d'un grand attrait pour ces derniers. Balazans France retravaille alors son projet pour tenir compte de ce partenariat en y insérant un volet de santé de reproduction. Il s'agissait d'accompagner sur le plan éducatif des écoles et des structures de jeunesse de Ségou, à travers le multimédia.

A terme, ce Centre Multimédia et Jeunesse devrait par ses activités aider à développer au mieux les projets culturels et artistiques de la ville, en somme un soutien à l'économie locale. Foulant au pied son partenaire, l'AMPPF a tenté de faire cavalier seul pour la gestion de ce Centre. Au point qu'après beaucoup de tapages autour du mariage scellé, les populations de Ségou et particulièrement les utilisateurs du Centre ont découvert bizarrement que le nom de Balazans France avait été gommé de tous les supports (en-tête papier, plaques etc....) laissant place au seul acronyme AMPPF. Outre le fait d'avoir initié ce projet à l'issue d'une rencontre de développement participatif qu'elle a organisée à Ségou, il a vite été oublié la contribution de Balazans France au renforcement de la structure de ce Centre (ordinateurs transmis lors d'une cérémonie officielle par l'intermédiaire du Gouvernorat de Ségou). Finalement, les deux associations se sont retrouvées au prétoire, sur plainte de Balazans France qui s'est dite victime de la supercherie de son partenaire et a demandé des comptes à l'AMPPF. Le juge de Ségou vient de donner raison à Balazans France en ordonnant son retour, sur tous les plans, dans la gestion du Centre MultiMedia.

Au moment où nos autorités tentent de faire investir la diaspora dans le développement socio-économique de notre pays, il est temps que les uns et les autres se ressaisissent pour que cet effort ne soit pas anéanti à jamais. Il est dommage que les initiatives d'associations de la diaspora soient détournées de leur but premier par des structures de tout acabit du pays se présentant en partenaire alors qu'au fonds se cachent sous ce parapluie l'abus de confiance et une spoliation qui ne dit pas son nom. Or, une saine et sincère collaboration serait bénéfique pour tous.

**Moutta le Ségovien**